

## ● ANNEXE 2

## RAPPORT SUR LES RÉMUNÉRATIONS ET OPTIONS D' ACTIONS DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Conformément aux dispositions statutaires et au Règlement Intérieur du Conseil d'Administration, le Comité de Management et des Rémunérations de la Responsabilité Sociale et Environnementale a pour mission de préparer les décisions du Conseil d'Administration pour tout ce qui concerne les rémunérations et avantages de toute nature accordés au Président du Conseil d'Administration, au Directeur Général et au Directeur Général Délégué. Il est rappelé que le Comité de Management et des Rémunérations de la Responsabilité Sociale et Environnementale est composé, à hauteur des deux tiers, d'Administrateurs indépendants dont son Président, Madame Dominique DAMON.

C'est sur la base des recommandations de ce comité que le Conseil d'Administration délibère et statue sur les questions de rémunération.

### Rémunération des membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale du 28 avril 2004 a fixé à 400 000 euros le montant maximum des jetons de présence pour l'année en cours et les exercices suivants, jusqu'à décision contraire.

Chaque année le Conseil d'Administration délibère et statue sur la répartition des jetons de présence, sur recommandations du Comité de Management et des Rémunérations et de la Responsabilité Sociale et Environnementale. Il a ainsi adopté les règles suivantes :

- réunions du Conseil : jeton de 3 400 euros par réunion ;
- réunions des Comités spécialisés : jeton de 3 400 euros par réunion, lorsque celles-ci, voyage compris, mobilisent une journée complète de la part des Administrateurs. Ce montant est ramené à 1 700 euros par réunion lorsque ces réunions ne durent qu'une demi-journée la veille ou le lendemain de la tenue d'un Conseil d'Administration ;
- travaux ou prestations autres des Administrateurs externes entre les réunions du Conseil d'Administration : 1 700 euros par réunion et par fraction de demi-journée.

### Consultation des actionnaires sur les éléments de la rémunération 2016 des dirigeants mandataires sociaux (en application du Code AFEP-MEDEF)

Les éléments de la rémunération de Monsieur Alex BONGRAIN, Président-Directeur Général jusqu'au 20 avril 2016 et Président du Conseil d'Administration depuis cette date, de Monsieur Jean-Paul TORRIS, Directeur Général Délégué jusqu'au 20 avril 2016 et Directeur Général depuis cette date et de Monsieur Robert BRZUSCZAK Directeur Général Délégué, figurent dans le tableau récapitulatif ci-après.

Par « rémunération 2016 » on entend la partie fixe de la rémunération versée en 2016 au titre de l'exercice 2016 ainsi que la prime d'objectifs versée en 2016 au titre de l'exercice 2015, la prime d'objectifs au titre de l'exercice 2016 n'étant pas encore précisément arrêtée au moment de l'Assemblée Générale du 27 avril 2017.

### Consultation des actionnaires sur les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels des dirigeants mandataires sociaux (article L. 225-37 du Code de Commerce)

Cette partie constitue le rapport du Conseil d'Administration établi en application de l'article L. 225-37-2 du Code de Commerce.

La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux a pour ambition de motiver les dirigeants du Groupe et reconnaître leur performance individuelle et collective en adaptant les niveaux de rémunération aux résultats de l'entreprise.

Les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels des dirigeants mandataires sociaux fixés par le Conseil d'Administration, sur recommandations du Comité de Management, des Rémunérations de la Responsabilité Sociale

et Environnementale, sont les suivants :

- rémunération fixe : la part fixe de la rémunération ainsi que son évolution sont examinées chaque année par le Comité de Management, des Rémunérations et de la Responsabilité Sociale et Environnementale. Elles sont déterminées en fonction des responsabilités et missions assumées par les intéressés ainsi que des pratiques de marché pour ce type de postes ;
- rémunération variable annuelle : la prime d'objectifs est liée à l'atteinte d'objectifs fixés en début d'exercice. La part variable est exprimée en pourcentage de la part fixe et correspond à 40 % de la rémunération fixe. Elle est liée à la performance économique de la Société à hauteur de 70 % de sa composition. Les critères économiques prévoient notamment des objectifs de croissance du ROC et du ROCE. La part variable comprend également, à hauteur de 30 % de sa composition, des critères individuels qualitatifs mesurables. La rémunération variable est plafonnée à une part de la rémunération fixe arrêtée chaque année par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration arrête également le niveau de réalisation des objectifs ;
- stock-options : jusqu'à l'exercice 2008, afin de permettre l'alignement avec les intérêts des actionnaires, des options d'achat d'actions étaient attribuées. Cette attribution faisait l'objet d'une délibération du Conseil prenant en compte la contribution des intéressés aux stratégies comme aux résultats de la Société. Depuis l'exercice 2009, conformément aux dispositions légales, aucune option n'a été consentie aux

mandataires sociaux. Par ailleurs, le plan de stock-options qui a pris fin en 2015 n'a pas été renouvelé ;

- avantages de toute nature : les dirigeants mandataires sociaux disposent d'un véhicule de fonction ;
- rémunération exceptionnelle : le Conseil d'Administration peut, sur proposition du Comité de Management, des Rémunérations et de la Responsabilité Sociale et Environnementale, octroyer aux dirigeants mandataires sociaux une rémunération exceptionnelle au regard de circonstances très particulières justifiées telles que la réalisation d'une opération majeure ou l'atteinte d'une surperformance ;
- indemnités de départ : une indemnité de départ est prévue en cas de licenciement ou de départ en retraite selon les modalités fixées par la convention collective ;
- engagement de non-concurrence : le Directeur Général et le Directeur Général Délégué ont souscrit un engagement de non-concurrence qui comporte une contrepartie financière. Les modalités ne sont pas rendues publiques pour des questions de confidentialité ;
- retraite : un régime de retraite relevant de l'article 39 du Code Général des Impôts a été mis en place en 2002 prévoyant le versement à certains cadres dirigeants d'une somme correspondant à 0,5 % du dernier salaire par année d'ancienneté, avec un plafond de 2,5 %, et ce, en complément du régime de base \*. Ce régime a été fermé le 31 décembre 2008.

## Synthèse sur la rémunération globale, variable et les versements au titre de la retraite des dirigeants mandataires sociaux et des membres du Conseil d'Administration

	Global		dont Variable	
	2016	2015	2016	2015
<b>DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX</b>				
Monsieur Alex BONGRAIN	934 337	764 394	290 000	120 000
Monsieur Jean-Paul TORRIS <sup>(1)</sup>	1 235 963	665 483	650 000	121 000
Monsieur Robert BRZUSCZAK	850 167	562 523	363 570	83 570
<b>MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>				
Monsieur Armand BONGRAIN <sup>(2)</sup>	489 979	449 556	70 000	40 000
Monsieur Pascal BRETON	20 400	19 500		
Madame C.CHATFIELD	30 600			
Madame Dominique DAMON	47 600	32 500		
Madame Béatrice GIRAUD	54 400	35 750		
Monsieur Bernard HOULOT (jusqu'au 22 octobre 2015)		198 383		55 924
Madame Martine LIAUTAUD	34 000	32 500		
Madame Elisabeth LULIN (jusqu'au 22 avril 2015)		4 875		
Monsieur Ignacio OSBORNE	34 000	29 250		
Monsieur Jean-Yves PRIEST	40 800	24 375		
Monsieur Xavier PAUL-RENARD	34 000	34 125		
Monsieur Jean-Michel STRASSER	34 000	30 875		
Monsieur Thomas SWARTELE	77 555	92 719		
Madame Pascale WITZ	23 800			
<b>TOTAL</b>	<b>3 941 601</b>	<b>2 976 808</b>	<b>1 373 570</b>	<b>420 494</b>

Information sur les engagements de retraite ou autres avantages viagers pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux (décret n° 2016-182 du 23 février 2016) :

(1) le montant estimatif de la rente annuelle à la date de clôture de l'exercice est de 16 056 €.

(2) le montant estimatif de la rente annuelle à la date de clôture de l'exercice est de 16 556 €.

\* L'information sur les engagements de retraite ou autres avantages viagers pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux en application de l'article D. 225-104 créé par le décret n° 2016-182 du 23 février 2016 figure dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.